



**PRÉFET  
DU VAL-D'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France  
Unité Départementale du Val-d'Oise**

## INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

### **Arrêté n° IC-26-013**

**de mise en demeure, portant suspension des activités  
et ordonnant le paiement d'une amende administrative**

**Société SCAPNOR à BRUYÈRES-SUR-OISE**

**Le Préfet du Val-d'Oise  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-7, L. 171-8, L. 511-1 et R.511-9 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

**Vu** le décret du Président de la République du 6 mars 2025 nommant Mme Hélène GIRARDOT, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

**Vu** le décret du Président de la République du 27 mars 2025 nommant M. Félix MEYSEN, en qualité de secrétaire général adjoint de la Préfecture du Val-d'Oise, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet du Val-d'Oise ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 29 juillet 1996 autorisant la société SCAPNOR à exploiter un entrepôt de stockage de produits combustibles sur le territoire de la commune de BRUYÈRES-SUR-OISE – ZAE – Chemin du Bac des Aubins ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 13878 du 21 février 2017 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société SCAPNOR pour les installations exploitées ZAE – Chemin du Bac des Aubins sur le territoire de la commune de BRUYÈRES-SUR-OISE et actualisant le tableau de classement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 25-017 du 31 mars 2025 donnant délégation de signature à M. Félix MEYSEN, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet du Val-d'Oise, secrétaire général adjoint de la préfecture du Val-d'Oise ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 26-018 du 23 février 2026 modifiant l'arrêté préfectoral n° 25-043 du 16 juin 2025 donnant délégation de signature à Mme Hélène GIRARDOT, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de l'arrondissement de Pontoise ;

**Vu** les dossiers de porter à connaissance transmis en mars 2023 et février 2025, par lesquels la société SCAPNOR sollicite une extension de la plateforme logistique qu'elle exploite sur le territoire de la commune de BRUYÈRES-SUR-OISE – ZAE – Chemin du Bac des Aubins ;

**Vu** le courrier du 19 décembre 2023 de l'inspection des installations classées, validé par le service départemental d'incendie et de secours du Val-d'Oise (SDIS 95), transmettant un exemple d'état des stocks pour information à l'exploitant ;

**Vu** le rapport du 22 décembre 2025 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT) – unité départementale du Val-d'Oise, établi suite à la visite d'inspection réalisée le 15 octobre 2025 sur le site exploité par la société SCAPNOR à BRUYÈRES-SUR-OISE ;

**Vu** le courrier du 22 décembre 2025 adressé à la société SCAPNOR, ci-dessous dénommé l'exploitant, par l'inspection des installations classées lui transmettant le rapport du 22 décembre 2025 susvisé, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement et lui accordant un délai de quinze jours pour faire part de ses observations ;

**Considérant** que le délai laissé à la société SCAPNOR s'est écoulé sans observation de sa part ;

**Considérant** que la visite d'inspection du 15 octobre 2025 a permis de constater que :

- l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le contenu du plan de défense incendie à jour, conformément à l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé ;

- l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir la stratégie de prélèvements environnementaux, conformément à l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé ;

- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important et les mentionner dans son étude de dangers, conformément à l'article 1.2.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé ;

- l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un état de stocks répondant aux objectifs fixés à l'article 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé.

**Considérant** que la visite a permis de constater que l'exploitant stocke des produits au-delà du seuil de l'autorisation et de l'enregistrement, sans détenir l'autorisation ou l'enregistrement préalable et dont les rubriques ICPE sont annexées à l'article R.511-9 du code de l'environnement, à savoir :

- plus de 500 kg de chlore, sans être autorisé au titre de la rubrique 4710
- plus de 100 kg d'explosifs, sans être enregistré au titre de la rubrique 4220

**Considérant** que les manquements précités constituent des non-conformités à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ; que ces non-conformités sont de nature à présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la société SCAPNOR poursuit l'exploitation de plusieurs activités de stockage sans disposer de l'enregistrement ou de l'autorisation nécessaire ;

À cet effet, un titre de perception d'un montant de mille euros (10 000,00 €) est rendu immédiatement exécutoire auprès de la directrice départementale des finances publiques du Val-d'Oise, à compter du lendemain de la notification du présent arrêté à la société SCAPNOR.

**Article 4 :** Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société SCAPNOR est mise en demeure de respecter, **dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé :

- en présentant un état de stocks répondant aux objectifs de la prescription.

L'exploitant pourra se baser sur l'exemple transmis dans le courrier de l'inspection des installations classées du 19 décembre 2023 susvisé.

**Article 5 :** Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société SCAPNOR, ci-après dénommée l'exploitant, implantée sur le territoire de la commune de BRUYÈRES-SUR-OISE – ZAE – Chemin du Bac des Aubins, est mise en demeure **dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, de respecter les dispositions de l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé :

- en fournissant l'ensemble des dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux.

**Article 6 :** Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société SCAPNOR, ci-après dénommée l'exploitant, implantée sur le territoire de la commune de BRUYÈRES-SUR-OISE – ZAE – Chemin du Bac des Aubins, est mise en demeure **dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, de respecter les dispositions de l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé :

- en fournissant un plan de défense incendie à jour.

**Article 7 :** Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'exploitant est mis en demeure de respecter, **dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 1.2.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé :

- en mentionnant dans son étude de dangers les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important.

**Article 8 :** En cas de non-respect d'une des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

**Article 9 :** Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 10 :** Conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et R. 181-51 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de CERGY-PONTOISE – 2/4, boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cedex par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié.

**Considérant** qu'en application de l'article L. 171-7-I du code de l'environnement, il convient d'ordonner la suspension des activités de stockage non autorisées et non enregistrées dépassant le seuil de la déclaration au titre des installations classées pour la protection de l'environnement fixé à :

- 100 kg pour la rubrique n° 4710 ;
- 30 kg pour la rubrique n° 4220.

**Considérant** qu'en application de l'article L. 171-7-I du code de l'environnement, il convient d'ordonner le paiement d'une amende administrative d'un montant de dix mille euros (10 000, 00 €) ;

**Considérant** qu'en conséquence, afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application des articles L. 171-7 et 171-8 en mettant en demeure la société SCAPNOR de se mettre en conformité sur ces sujets ;

**Considérant** la contractualisation au 30 septembre 2025 de la société SCAPNOR avec un bureau d'étude dans le cadre des prélèvements environnementaux et l'entrée en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022, il convient de proposer un délai court de mise en demeure de trois mois pour le respect des prescriptions correspondantes ;

**Sur** proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

## **A R R Ê T E**

**Article 1 :** Conformément aux dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, la société SCAPNOR, implantée sur le territoire de la commune de BRUEYRES-SUR-OISE – ZAE – Chemin du Bac des Aubins, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative, **dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- soit en déposant un dossier de régularisation au titre des rubriques 4220 et 4710 de la nomenclature des installations classées ;

- soit en diminuant ces stockages afin de revenir en-dessous des seuils de la déclaration.

**Article 2 :** En application des dispositions de l'article L.171-7-I du code de l'environnement, les activités de stockage de la société SCAPNOR, dépassant les seuils de la déclaration pour les rubriques n° 4710 (chlore) et 4220 (stockage de produits explosifs) sont suspendues, **à compter de la date de notification du présent arrêté.**

Les rubriques et les volumes maximum associés, à la date du présent arrêté sont les suivants :

- 100 kg pour la rubrique n° 4710 ;
- 30 kg pour la rubrique n° 4220.

**Article 3 :** En application de l'article L. 171-7-I du code de l'environnement, la société SCAPNOR est rendue redevable d'une amende administrative de dix mille euros (10 000, 00 €) pour les manquements à la réglementation portant sur les installations classées pour la protection de l'environnement et les dangers pour les intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).


Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

**Article 11 :** La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de BRUYÈRES-SUR-OISE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le

09 MARS 2026

Le préfet,

  
Pour le Préfet,  
La secrétaire générale

Hélène GIRARDOT

